

Bulletin Comaguer 530

06 Septembre 2023

MASSACRE DE L'USTICA

L'article dont suit la traduction publié aujourd'hui sur le site italien Contropiano et qui revient sur l'affaire de l'avion civil probablement abattu par un missile français en Juin 1980 est intéressant à plusieurs titres.

D'abord Giuliano d'Amato ancien président du conseil et ancien président de la cour constitutionnelle italienne après son premeir interview qui a fait grand bruit persiste et signe. Il tient à ce que la vérité sur le massacre d'Ustica soit établie.

Ensuite il met Macron au pied du mur. En effet si dans un premier temps il l'a invité à faire la lumière sur un crime commis par la République française sous la présidence de Giscard D'Estaing ce qui aurait permis à Macron d'être évasif et de faire comprendre à mots couverts que l'affaire survenue voici 43 ans ne le concernait pas directement , dans ce nouvel article il met en avant le traité d'amitié franco italien du Quirinal signé en grande pompe par les deux banquiers gouvernants : Macron et Draghi.

Macron est au pied du mur. De deux choses l'une ; ou cette amitié renouvelée et renforcée par ce traité entre les deux voisins l'oblige moralement à reconnaître que la France a maltraité par un acte de guerre qui a fait 81 victimes civiles un pays qui reste un ami très proche ou bien il ne respecte pas ses propres engagements et le traité du Quirinal est un chiffon de papier.

Enfin Amato apporte et le geste n'est pas innocent un soutien aux manifestations qui en Italie, dans le respect de l'article 11 de la Constitution italienne (voir in fine), expriment une opposition qui se renforce à l'engagement massif du gouvernement Meloni dans la guerre de l'OTAN en Ukraine.

Massacre d'Ustica. Amato réitère sa thèse.

Manifestations dans plusieurs villes aujourd'hui (06.09.2023)

par Sergio Cararo

"La raison de l'interview sur le massacre d'Ustica, croyez-le ou non, est qu'une personne de 85 ans commence à penser qu'il lui reste peu de temps et à se demander s'il y a quelque chose d'utile qu'elle peut encore faire, quelque chose d'inachevé qu'elle peut essayer de terminer".

C'est ainsi que Giuliano Amato a expliqué les motivations qui l'ont poussé à donner une longue interview sur le massacre d'Ustica au quotidien La Repubblica, lors d'une conférence au siège de la presse étrangère. "Je suis un homme de 85 ans. J'ai commencé à penser que cette recherche, que ces familles n'abandonnent pas, est sur le point d'atteindre un moment où elle devient irréalisable, parce qu'on meurt. Voilà. Je l'ai fait à cause du poids de mon âge".

Les mots d'Amato semblent donc également répondre à la question de savoir pourquoi "maintenant ou seulement maintenant" un ancien Premier ministre et ancien président de la Cour constitutionnelle a consciemment décidé d'attirer l'attention sur l'un des massacres d'État qui émaillent l'histoire récente de notre pays.

"Après avoir lu tout ce qui a été écrit, je ne me suis pas rétracté", a déclaré Giuliano Amato à la presse étrangère, répondant ainsi à l'exploitation par les journaux de droite de ses déclarations de ces derniers jours sur le massacre d'Ustica. "Je n'ai jamais dit que je donnais la vérité" sur la tragédie, a-t-il ajouté. "J'ai dit que je présentais une des hypothèses, en précisant que je n'avais pas de vérité à offrir, et que mon but était de provoquer un rapprochement avec la vérité".

L'interview d'Amato dans La Repubblica a été "ciblée" et spécifique sur l'affaire, presque libératrice, car après 43 ans de dissimulations, de fausses pistes, de silences, elle a mis sur la table un massacre d'État avec 81 morts et qui a précédé d'un peu plus d'un mois un autre massacre - celui de la gare de Bologne - qui a causé 85 autres morts.

Une interview qui dévoile la complicité internationale dans le massacre (France, OTAN), la "félonie" des généraux italiens (plus fidèles à l'OTAN qu'à la Constitution), le déni et la complicité dans la couverture d'un acte de guerre dans le ciel italien et contre des citoyens d'un pays "allié". Cependant, dans le ciel italien, "un acte de guerre a eu lieu sur le territoire italien et qu'est-ce que c'est d'autre que de tirer un missile sur un avion", a déclaré Amato.

Le problème politique est bien là, et il ne s'agit pas seulement de responsabilités passées. À l'heure où l'alliance de l'OTAN a entraîné notre pays dans la guerre contre la Russie en Ukraine, savoir que nos "alliés" ont une responsabilité directe dans l'effusion de sang de centaines de citoyens italiens innocents n'est pas exactement un détail que l'on peut continuer à ignorer au nom d'une "loyauté atlantique" dogmatique et désormais obsolète. Et puis il y a aussi les relations bilatérales avec un "allié" organique comme la France au sein de l'Union européenne.

Je n'ai pas dit à Macron de s'excuser, mais que suis-je bête ? Je lui ai demandé de s'en occuper", a-t-il ajouté. "J'ai trouvé curieux que l'on dise ces jours-ci que la politique n'a rien à voir avec Ustica. La politique peut encore faire beaucoup, si elle le veut, pour que l'affaire Ustica soit clarifiée".

Amato a expliqué qu'il était "très ami avec la France. Mon seul problème avec la France est le coup de tête planté par Zidane dans la poitrine de Materazzi". Au jeune président Macron, qui avait deux ans à l'époque, je m'adresse donc en ami, l'invitant à nous libérer de la question de Solenzara". Giuliano Amato fait référence à la base militaire française en Corse, d'où aurait décollé l'avion de chasse qui a lancé le missile qui a touché le Dc9 de l'Itavia dans le ciel d'Ustica dans la nuit du 27 juin 1980.

Celui qui a écrit que mon interview est une source de friction avec la France, a-t-il ajouté, a voulu créer des frictions, a voulu dire quelque chose qui n'est pas vrai, ce qui est souvent fait en politique mais ne répond pas à la vérité.

Mais il y a certainement un sérieux problème avec la France (mais aussi avec les commandements de l'OTAN, ajoutons-nous), notamment parce qu'il y a un peu plus d'un an, le traité du Quirinal a été signé entre l'Italie et la France, un traité bilatéral exigeant qui devrait faire de Rome et de Paris des "alliés de fer".

Sous le slogan "État français assassin de l'OTAN", des manifestations auront lieu en Italie aujourd'hui devant l'ambassade et le consulat de France à Rome et Milan, mais aussi devant le musée du massacre d'Ustica à Bologne. "Amato admet à 40 ans de distance une vérité qui est en fait bien présente dans le corps de l'histoire niée de notre pays, celle qui passe du massacre, de la répression de l'opposition et de l'asservissement de la politique à l'impérialisme euro-atlantique", écrit dans un communiqué la coalition d'organisations et d'associations qui a appelé aux manifestations d'aujourd'hui. Contre les crimes de l'Etat français, les guerres de l'OTAN et le silence complice de l'Etat italien, nous appelons à la mobilisation

Traduction deepl revue par Comaguer

ART. 11

L'Italie répudie la guerre en tant qu'instrument d'atteinte à la liberté des autres peuples et comme mode de solution des conflits internationaux; elle consent, dans des conditions de réciprocité avec les autres États, aux limitations de souveraineté nécessaires à un ordre qui assure la paix et la justice entre les Nations; elle aide et favorise les organisations internationales poursuivant ce but.